

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 73 / 1er juin 1973 / 0,50 F / CCP Front Rouge 31 191 14 La Source BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE!

3 mois après les élections législatives, qui ont vu la victoire des partis bourgeois les plus conservateurs, la situation politique s'est considérablement éclaircie en France. Toutes les illusions que les partis réformistes (PS-P''C''F) avaient pu, des mois durant, susciter dans la classe ouvrière, avec leur programme commun, ne se sont certes pas dissipées; mais la perspective lointaine des élections présidentielles ne peut constituer un obstacle sérieux au développement des luttes ouvrières. Qui aujourd'hui peut être berné par les discours démagogiques des ministres du grand Capital? Pour l'immense majorité des travailleurs, les petites réformes du Programme de Provins de l'UDR apparaissent pour ce qu'elles sont: un trompe-l'œil grossier cachant mal le renforcement sensible de l'exploitation capitaliste et de la dictature de la bourgeoisie sur les masses populaires. Les grands mouvements de lutte qui sont apparus, dès le lendemain des élections, chez les O.S. et la jeunesse scolarisée ont permis à la bourgeoisie de préciser son attitude face aux justes revendications des masses: rejet de ces revendications, menaces et violence, voilà sa réponse. Les élections passées, la bourgeoisie a repris du poil de la bête, elle cherche moins à amadouer les masses en lutte qu'à contenir leur mouvement. Dans le même temps, les réformistes du PS et du P''C'' se retrouvent quelque peu dans l'im-

passé. Eux qui ont tout misé sur une victoire électorale doivent attendre les échéances et supporter les conséquences de leur échec récent. 3 ans, c'est long, et c'est d'autant plus long que les travailleurs les plus conscients sont entrés par dizaines de milliers dans la lutte pour obtenir beaucoup plus que ce que le programme commun prévoyait: 1500 F par mois pour 40h, la suppression du salaire au rendement, l'égalité du salaire pour un même travail.

Les luttes des O.S. de Renault, Peugeot, Saviem, ont signifié pour l'ensemble de la classe ouvrière beaucoup plus que la reprise du combat de classe contre la bourgeoisie après la trêve électorale, elles ont permis de faire place nette par rapport aux affrontements entre partis bourgeois réformistes et conservateurs, entre la droite et la "gauche". A cette querelle de famille au sein de la bourgeoisie, elles ont substitué l'affrontement des exploités contre les exploités, des travailleurs les plus exploités contre la bourgeoisie impérialiste. Mais elles ont aussi, par les mots d'ordre avancés, commencé à creuser un fossé important entre la classe ouvrière et les organisations réformistes.

Parce qu'ils ont exprimé haut et clair leurs aspirations immédiates, les O.S. de l'automobile ont montré à l'évidence qu'il n'y a aucune convergence entre leurs revendications et la plateforme réfor-

miste du Programme commun. Pour la première fois, c'est à l'échelle du pays tout entier que les ouvriers les plus exploités ne se sont pas laissés déposséder de leurs mots d'ordre par les organisations réformistes, que leur révolte n'a pas été canalisée et dévoyée vers les voies de garage proposées par les syndicats. Par exemple, la revendication-clé proposée par la CGT, la grille unique des salaires, n'a pas été reprise par les O.S. qui ont maintenu leurs propres mots d'ordre. Plus que jamais les tractations entre la bourgeoisie et les syndicats se heurtent à l'exigence profonde avancée par les travailleurs de contrôler leurs mouvements de lutte qui témoignent autant d'une défiance certaine dans les syndicats réformistes que de l'aspiration à la démocratie dans la lutte.

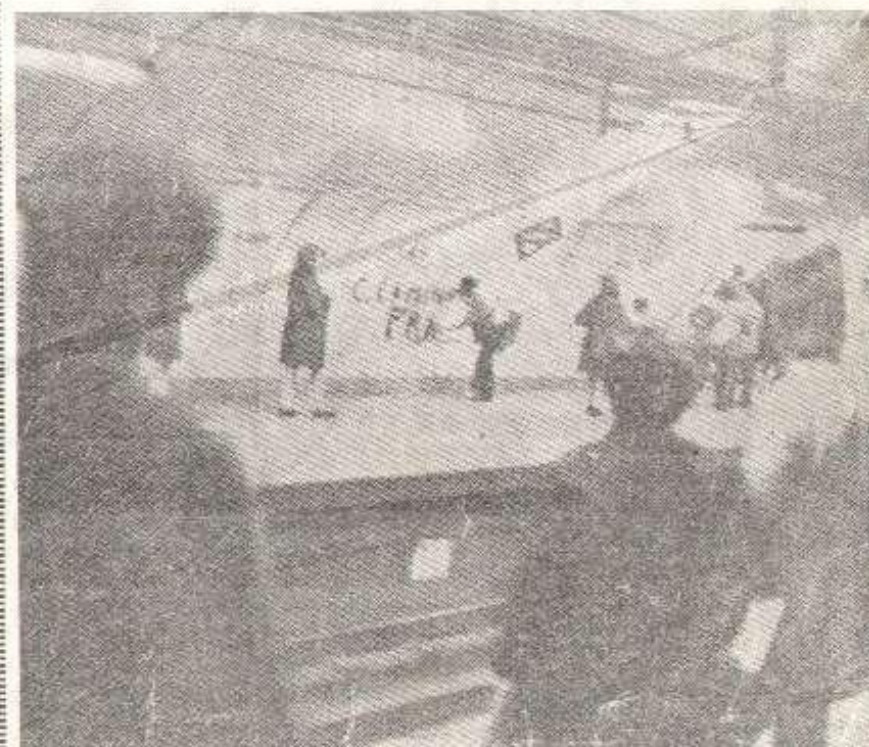
Pour les marxistes léninistes, pour les révolutionnaires, cette situation est profondément favorable. Ils doivent encourager largement sur tous les lieux de travail, l'expression des revendications des travailleurs, inciter à la tenue d'assemblées ouvrières pour définir ces revendications et les moyens de les faire aboutir de manière à ce que les justes aspirations des travailleurs s'organisent dans une plateforme revendicative nationale. Une telle plateforme revendicative, expression de la volonté directe des ouvriers, sera nécessairement différente de celle avancée par les réformistes



Manifestation antifranciste à l'appel du PCEML

espagne en page 4
après
la victoire
révolutionnaire
du 1^{er} mai
à l'appel
du F.R.A.P. et
du P.C.E.M.L.

LIBERTE POUR TOUS LES ANTIFASCISTES EMPRISONNES



Un bombage du FRAP de jour dans le métro

Suite en page 2

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE

dans le programme commun, elle sera une arme entre les mains de la classe ouvrière pour éviter la récupération de ses combats par les réformistes, pour unifier ses luttes. Elle étendra nécessairement la cassure qui se fait entre les réformistes et la classe ouvrière. Il est absolument nécessaire de l'établir rapidement.

Mais ce n'est pas sur le seul terrain des luttes économiques que la situation s'est clarifiée, que s'accroissent les contradictions entre les réformistes et la classe ouvrière. Si les luttes économiques ont affirmé une combattivité remarquable des couches les plus exploitées du prolétariat ces derniers temps, il faut voir dans cette réaction puissante, l'expression d'une aspiration plus large et plus profonde, le germe d'une conscience révolutionnaire, l'aspiration à la Révolution et au socialisme.

Ce n'est pas un hasard si les grèves d'O.S. ont souvent été l'occasion de débats politiques très larges sur la révolution prolétarienne, la didacture du prolétariat, ce n'est pas un hasard si le 1er mai a vu cette année, comme un premier indice, des milliers de travailleurs participer dans toute la France aux manifestations des marxistes léninistes, ce n'est pas un hasard non plus si les Marchais et les Catala, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. agrémentent d'accents "révolutionnaires" leur vieille camelote réformiste. C'est qu'en réalité, au moment même où la bourgeoisie renforce sa répression, la solution réformiste est dans l'impasse, et cela de très larges couches d'ouvriers le savent, et réagissent par la lutte. Plus que jamais la situation est favorable à l'avancée des idées révolutionnaires, à la diffusion des conceptions socialistes.

Aussi lançons-nous un large appel :

A tous les travailleurs cons-

cients - Camarades, rejetez les solutions réformistes qui ne mènent à rien, rejetez le programme commun de la gauche, renvoyez-les à la bourgeoisie qui les nourrit et les entretient, les politiciens de la fausse gauche, Marchais et Mitterrand, Seguy et Maire. Prenons nous-mêmes en mains la définition de nos mots d'ordre, notre plateforme revendicative, nos luttes, les sections syndicales d'entreprises. Joignez-vous au combat des marxistes-léninistes pour le socialisme.

A tous les militants communistes - Lisons étroitement la mobilisation des masses pour la défense de leurs justes revendications (pour les 1500 F, la suppression du salaire au rendement, l'égalité des salaires pour le même travail..., pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, et l'égalité des droits des travailleurs français et immigrés), à un large et constant travail de propagande communiste : sur la Révolution prolétarienne, la dictature du prolétariat, l'édification du socialisme en Chine et en Albanie, le Parti d'avant-garde, le programme communiste.

A l'offensive camarades, multiplions les réunions sur ces grandes questions, portons le débat dans chaque lutte, rassemblons les travailleurs qui de plus en plus nombreux se posent ces problèmes, étendons la diffusion de la littérature et de la presse communistes. Formons dans toutes les entreprises en lien direct avec les mobilisations de masse pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, pour l'établissement de la plate-forme revendicative, des groupes communistes. Détachons les plus larges couches d'ouvriers de l'influence révisionniste et réformiste.

LE MARXISME-LÉNINISME VA DE L'AVANT !

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE !

congrès de la cfdt cgt et cfdt se complètent pour duper les travailleurs

A la fin de la semaine la CFDT tiendra son 36e congrès. Comme l'a annoncé Maire, son leader, les questions de stratégie ne seront plus au centre des débats : désormais c'est donc une chose bien acquise depuis le congrès de 70, la CFDT fait officiellement du "socialisme démocratique" de "l'auto-gestion" son cheval de bataille.

Aujourd'hui, les travailleurs après avoir éprouvé l'échec du programme commun, entrent largement en lutte et cherchent une issue. Plus que jamais, nous devons les mettre en garde contre les charlatans de "l'auto-gestion", justement parce que le "socialisme autogestionnaire" se présente comme une alternative "révolutionnaire" à la "démocratie avancée des révisionnistes".

Or qu'est-ce que l'auto-gestion version CFDT ? Au-delà des phrases ronflantes, des documents, des tables rondes etc... la querelle CGT-CFDT se réduit à ceci : la CFDT proclame qu'elle vise un socialisme où les travailleurs pourront "s'administrer eux-mêmes se diriger eux-mêmes", et elle accuse P.C.F. et CGT de préparer eux, un socialisme centralisé, donc bureaucratique, non démocratique ; P.C.F. et CGT répliquent : "pour nous démocratie et socialisme sont inséparables".

Il ne s'agit que d'une querelle sur des "intentions". D'une querelle entre concurrents vantant la même camelote. Car dans le fond, c'est bien la même : la CFDT comme les révisionnistes, esquive soigneusement la nécessité de détruire l'Etat bourgeois. Pour les stratèges de la CFDT, l'Etat bourgeois "n'est pas de façon durable l'instrument d'un seul groupe social restreint". Traduisons : il peut se transformer graduellement, en fonction du "rapport de forces" et devenir un Etat aux mains des travailleurs.

Comme les révisionnistes la CFDT pour passer au socialisme n'offre donc que la voie de garage réformiste : "élections et (ou) lutte de masses", voilà le seul choix selon Maire.

Les révisionnistes ont depuis long-



temps mis sous le boisseau la dictature du prolétariat. La CFDT elle se déclare radicalement hostile à cette "conception qui s'est immanquablement traduite par une dictature sur le prolétariat".

Ainsi, main dans la main, la CFDT et les révisionnistes prêchent le réformisme, la voie pacifique au socialisme et s'opposent à l'instauration d'un Etat prolétarien.

En fait au moyen de ces "oppositions", de ces "querelles" les CGT-CFDT se complètent pour mieux obscurcir la voie de la Révolution. Telle est la véritable fonction de la théorie fumeuse de l'auto-gestion.

- Aux ouvriers qui se refusent à suivre le P.C.F. et à voir la dictature des nouveaux bourgeois des pays révisionnistes de l'Etat l'image du socialisme, la CFDT répond que jamais nulle part le véritable socialisme (autogestionnaire) n'a existé, ni n'existe ; que partout y compris en Chine et en Albanie, c'est un "socialisme bureaucratique" une "dictature sur le prolétariat". Ce faisant elle attaque hargneusement comme le P.C.F. les bastions du socialisme, tout en masquant la nature bourgeoise réactionnaire des cliques au pouvoir à Moscou et ailleurs. Elle peut aussi proposer comme modèle de socialisme autogestionnaire la Yougoslavie premier pays à s'être engagé dès 1948 dans la restauration du capitalisme.

- Aux ouvriers qui doutent de la "voie électorale" du P.C.F., la CFDT dira qu'effectivement la voie parlementaire

ne suffit pas, qu'il faut aussi des "luttes de masse", des "réformes irréversibles", un "rapport de forces" etc... pour passer au socialisme. Mais en même temps, loin de combattre le crétinisme parlementaire, elle le cultivera, de façon plus subtile, en prétendant "que les élections sont un moment de l'action". Ainsi Maire, ne souscrivant pas officiellement au programme commun, a appelé à voter pour les candidats de "gauche".

- Aux ouvriers qui se sont heurtés au sabotage des luttes par la CGT, la CFDT se présente comme un syndicat plus "démocratique" appliquant "l'auto-gestion des luttes" où l'on peut dire ce que l'on veut. Mais ce faisant, la CFDT ne remet nullement en cause la ligne contre-révolutionnaire de la CGT. Au contraire, elle amènera ces ouvriers, au nom de "l'unité d'action", à se plier de nouveau à la tactique de la CGT.

- Aux ouvriers qui acceptent mal les attaques virulentes de la CGT contre les révolutionnaires (lors de l'assassinat d'Overney par exemple) la CFDT offre le visage d'un syndicat qui, lui, dialogue avec "l'extrême gauche". En fait elle les empêche de prendre conscience du révisionnisme et les canalise vers un genre bien particulier de "révolutionnaires" : le courant autogestionnaire, c'est-à-dire le PS, le PSU, Objectif Socialiste, les CIC, l'AMR, si ce n'est la Ligue trotskiste. Bref, toutes les variétés de socio-démocrates et de trotskistes attachés aux basques du révisionnisme.

marchais au congrès des J.C. la vieille couleuvre fait peau neuve

Le congrès de la J.C. qui s'est tenu le week-end dernier a bien mis en lumière la gymnastique que les révisionnistes du P.C.F. sont obligés d'accomplir pour combler le fossé qui sépare leur politique des aspirations de la jeunesse. Les luttes contre la loi Debré avaient déjà mis en difficulté le P.C.F. et son organisation-croupion l'UNCAL : leurs mots d'ordre avaient été massivement rejetés par les jeunes des lycées et des CET qui ont défilé hors de leur tutelle par centaines de milliers dans toute la France, en criant "A bas l'armée, les flics, les patrons", "A bas l'armée du Capital".

C'est cela qu'avaient en tête les dirigeants du P.C.F. lors de ce congrès de la J.C. ils ont quel que peu remanié leurs slogans, pour, en s'appuyant sur les aspirations des jeunes, mieux faire passer leur camelote. Trois exemples sont particulièrement éloquentes :

● On se souvient que pendant toute la campagne électorale le P.C.F. s'était évertué à prévenir l'électorat bourgeois et petit bourgeois qu'il ne voulait pas faire la Révolution, que le programme commun n'était pas un programme socialiste... Le P.C.F. craint aujourd'hui de s'être trop bien fait comprendre de la jeunesse qui, elle, aspire au socialisme et à la Révolution, aspire à balayer la société des exploités. Aussi Marchais, qui il y a quelques mois faisait de ce programme l'unique perspective pour les travailleurs, rectifie le tir : "D'autres disent : le programme commun ce n'est pas assez... Vous voulez plus ? Nous aussi nous voulons plus. Vous voulez le socialisme au plus vite ? Nous aussi", et il précise que le programme commun n'est plus qu'un tremplin... vers le socialisme. S'annexant le mot d'ordre que scandaient il y a un mois les lycéens, "une seule solution : la Révolution", il le couple avec "un seul moyen le programme commun".

● De même pendant de longs mois, avant la campagne électorale le P.C.F. et la CGT avaient baillonné les luttes, expliquant aux travailleurs que l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail dépendait du résultat des élections. Après l'échec électorale, de la gauche, les jeunes, déjà peu enclins à s'intéresser au remplissage des urnes, pouvaient s'assimiler plus facilement les méfaits de l'électorisme ; pour éviter cette prise de conscience Marchais prend les devants : "Prenez sans attendre le chemin de la lutte. Sans attendre 1976. Parce que si le vote est un moment décisif du combat, il n'en est qu'un moment". En clair, l'horizon de 76 est trop lointain pour en faire une cible mobilisatrice : faute de perspective intermédiaire, il faut accompagner les luttes de la jeunesse.

● En même temps que le P.C.F. constate que le programme commun ne suscite pas un large enthousiasme auprès des jeunes, qu'il constate la réelle aspiration des jeunes au socialisme, il est obligé de voir que de nombreux jeunes ont les yeux tournés vers la Chine Rouge. Parce que l'URSS de Brejnev avec ses tanks en Tchecoslovaquie, ses hôpitaux psychiatriques-prisons est un repoussoir, c'est vers le peuple chinois qui triomphe des difficultés dans sa marche pour l'édification d'une société socialiste, que sont tournés les yeux de la jeunesse. Voilà pourquoi Marchais dont le parti déverse depuis plus de 10 ans calomnie sur calomnie sur la Chine Rouge, s'écrie au Congrès : "Quel est le régime social qui a permis à des centaines de millions d'hommes d'en finir avec la hantise de la faim ? Ce n'est pas le capitalisme, c'est le socialisme que l'on construit en Chine".

Les raisons de toute cette démagogie : le divorce croissant entre les propositions des révisionnistes, et les aspirations des masses, leur mouvement.

Cela ne concerne d'ailleurs pas seulement la jeunesse, mais les masses ouvrières aussi : éclairées dans une certaine mesure par l'échec électorale de mars, elles partent en lutte résolument sur leurs véritables revendications, plaçant le P.C.F. et la CGT dans une situation en porte à faux :

- faut-il suivre le mouvement, le flatter, même si son contenu, ses aspirations sont parfaitement contradictoires avec le programme commun, en espérant en fin de compte le canaliser et en bénéficier ?

- Ou faut-il s'y opposer et conserver son visage de parti d'ordre et de discipline qui ne mène que des luttes "raisonnables"... pour la bourgeoisie, position susceptible de lui concéder les bonnes grâces effectives de couches bourgeoises et petites bourgeoises, capital électorale pour l'avenir.

A l'évidence la perspective électorale est trop lointaine, pour que le P.C.F. puisse en déduire une tactique certaine. Ces hésitations entre ces 2 solutions se retrouvent aujourd'hui même au sein du P.C.F. : l'équipe dirigeante qui a convoqué le CC le 25 et 26 mai a été incapable de s'entendre sur un rapport introductif tranché dans un sens ou dans l'autre.

Un tel débat de toute façon n'est qu'un débat de clique : dans les 2 cas il s'agit d'obstruer le plus complètement la voie de la Révolution à la classe ouvrière, il s'agit de faire pour le P.C.F. le plein des voies afin d'être enfin un candidat apte à la gestion des intérêts bourgeois. C'est ce que les marxistes léninistes montreront en s'appuyant sur les aspirations réelles du mouvement des masses : par l'organisation révolutionnaire des masses, par la propagande communiste, ils rendront conscients chez les travailleurs le divorce qui les oppose au P.C.F. et à sa politique.

halte aux atteintes contre les libertés démocratiques

Radio, télé, journaux ont consacré une large place au débat à l'assemblée où Druon, cet écrivain de bas étage spécialisé dans le roman pornographique, devenu ministre de la culture, venait justifier son interview à l'AFP : "pas de subvention à ceux qui viennent une sébile à la main et un cocktail molotov dans l'autre". Les jours précédents c'était Galley ministre des armées qui faisait la "une" parce qu'il parlait en guerre contre "la criminelle entreprise de dénigrement de l'armée...". A cette occasion certains tel le P.C.F. parlent du caractère "de plus en plus autoritaire et personnel du pouvoir", d'autres parlent de "nouvelles mesures de fascisation"... Qu'en est-il exactement ?

Ces menaces proférées par Druon, constituent une atteinte aux libertés démocratiques que la classe ouvrière a contraint la bourgeoisie à lui céder, une atteinte aux possibilités dont peuvent s'emparer le prolétariat et les révolutionnaires pour s'exprimer pour faire de la culture une arme au service de leur cause. De même les propos de Galley visent à préparer l'opinion à une répression plus sévère des prochains mouvements lycéens contre l'armée du capital.

C'est pour cela que ces propos et les mesures qu'ils annoncent, doivent être vigoureusement dénoncés et combattus par les Marxistes-Léninistes. Mais cette défense des libertés démocratiques peut-elle être une fin en soi ? Evidemment non, car si on ne relie pas cette lutte pour les libertés démocratiques à la lutte pour la destruction violente de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat, on en fait une lutte pour le respect de la démocratie bourgeoise.

Les qualificatifs de "fascisation" ou "pouvoir personnel" à chaque manifestation de la violence de la bourgeoisie, reviennent de fait à farder, à embellir la démocratie bourgeoise. Au contraire le travail des communistes est de détruire toutes les illusions que nourrissent les masses sur la démocratie bourgeoise et de mettre à nu tout l'appareil de dictature de la bourgeoisie qu'elle camoufle derrière cette façade.

C'est pourquoi les communistes marxistes-léninistes tout en tenant fermement le drapeau des libertés démocratiques, démasquent la réalité de la démocratie bourgeoise et tracent constamment la perspective de la dictature du prolétariat, et de la révolution prolétarienne armée.

A L'ACTION POUR LES 8, 9 ET 10 JUIN!

La 2e réunion de coordination nationale des CACF s'est tenue. Il s'agissait d'une part de faire le point sur le développement de la lutte contre la circulaire Fontanet, d'autre part de préciser les modalités des journées nationales de mobilisation des 8/9/10 juin.

La discussion sur le premier point a d'abord confirmé comment plus que jamais cette circulaire scélérate est au centre des mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie. C'est la série des mesures Gorse qui renforcent la circulaire Fontanet et étendent certaines de ses dispositions à des immigrations "officiellement" à l'abri de la circulaire. C'est aussi l'application de la circulaire pour briser les grèves de Renault Flins, Jacquemart St-Etienne, Citroën-Reims, à chaque fois le chantage à l'expulsion a été fait auprès des grévistes.

La discussion a mis en évidence comment la riposte contre la circulaire Fontanet doit et peut se porter de plus en plus sur le terrain de l'usine. C'est ce que montre la première grève dans une usine, contre la circulaire Fontanet, qui s'est déroulée chez MARGOLINE. En même temps qu'ils luttaient contre les journées de 12h, pour un salaire au-dessus du SMIC, l'inscription à la SS... les travailleurs réclamaient la carte de travail, et ont obtenu une attestation provisoire pour 3 mois. Cette première grève trace en fait le chemin pour l'avenir et confirme l'orientation des CACF d'usine qui a été décidée à la dernière coordination. De nombreux comités présents ont montré comment de plus en plus leur intervention contre la circulaire Fon-

tanet est liée à la défense précise des revendications qu'avancent les travailleurs dans leurs usines, ou sur leurs lieux d'habitation contre l'oppression qui les frappe. La plate-forme revendicative des CACF adoptée par la coordination (cf ci-contre), concrétise et rassemble ces aspirations des travailleurs. Elle doit être largement diffusée et permettre de lier la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet à la lutte revendicative des travailleurs.

Les 3 journées de mobilisation devront constituer une étape dans le rassemblement des forces pour la lutte contre la circulaire Fontanet : la simultanéité des interventions, la convergence des forces locales doivent permettre d'élargir la mobilisation habituelle des CACF. En dénonçant les mesures Gorse comme l'extension de la circulaire Fontanet, en dénonçant les premières applications de la circulaire pour briser les grèves, les CACF mettront l'accent sur l'organisation de la lutte pour l'abrogation, dans les usines. De multiples formes de propagande et de mobilisation doivent être mises en œuvre : groupes d'intervention formés de dizaines de militants à la porte des usines, sur les marchés ; expositions itinérantes, délégations à l'ANPE, délégations auprès des patrons pour l'obtention des papiers, pour obtenir l'inscription à la Sécu, les fiches de paye... réunions publiques, manifestations etc...

A L'ACTION POUR LES 8/9/10 JUIN.

* Pour prendre contact avec la coordination écrire désormais à :
C.A.C.F. 162 rue Marcadet Paris 18e.

plateforme revendicative des c.a.c.f.

1) CARTE DE SÉJOUR ET DE TRAVAIL

- carte de travail et de séjour dès la première demande d'emploi, permanente pour toutes les professions et valable sur l'ensemble du territoire.
- régularisation immédiate de tous les travailleurs immigrés irréguliers et clandestins et de leur famille.
- papiers administratifs rédigés dans la langue des différentes nationalités.
- établissement des formalités pour le titre de travail à l'agence pour l'emploi et pas à la police.
- établissement des formalités pour le titre de séjour à la mairie et pas à la police.
- suppression de l'attestation de logement.

2) DROIT AU TRAVAIL

- pas de discrimination entre français et immigrés face à l'embauche (suppression de la règle des 3 semaines).
 - droit à l'inscription à l'ANPE pour tous les immigrés, irréguliers ou clandestins, comme demandeurs d'emploi.
 - même droit à l'allocation de chômage pour tous les travailleurs français et immigrés, réguliers et irréguliers.
 - suppression des contrats de travail à durée limitée.
- ### 3) DROITS SOCIAUX
- même droit à l'assurance maladie pour les français et les immigrés même si l'immigré est rentré au pays.
 - français immigrés, mêmes droits pour la sécurité sociale y compris pour la famille de l'immigré, même si elle n'est pas en France.
 - suppression des entraves à la venue des familles des travailleurs immigrés et régularisation de leur situation dès leur arrivée en France.
 - immatriculation à la sécurité sociale et rem-

boursement des frais médicaux pour tous les travailleurs immigrés.

- même droit que les ouvriers français pour les allocations familiales.
 - pour les travailleurs immigrés retraite proportionnelle au temps travaillé en France.
- ### 4) DROIT AU LOGEMENT
- des logements corrects pour tous
 - pas de loyers supérieurs à 10 % du salaire pour tous les ouvriers.
 - construction de logements pour tous les ouvriers français et immigrés vivant en bidonvilles, garnis, foyers-taudis, cités de transit.
 - statut de locataire pour les habitants des foyers et des cités de transit.
 - liberté de visite de réunion, d'expression dans les foyers et les cités de transit.
 - accès aux foyers de tous les immigrés avec ou sans papiers.
 - suppression des pouvoirs répressifs des gérants des cités de transit et des foyers.
- ### 5) A TRAVAIL ÉGAL SALAIRE ÉGAL
- suppression des discriminations de salaire, de qualification et de poste entre les français et les immigrés.
- ### 6) SUPPRESSION DE TOUTES LES MESURES ANTI-GREVE
- intégration des primes d'assiduité dans le salaire.
 - paiement intégral des heures de chômage technique et de lockout.
- TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRÉS MEMES DROITS SOCIAUX SYNDICAUX ET POLITIQUES
NON AUX EXPULSIONS QUEL QUE SOIT LE MOTIF
ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET.**

margoline : première grève dans une usine contre la circulaire fontanet

Les ouvriers de l'usine de papier MARGOLINE à Nanterre (50 ouvriers) ont engagé une grève lundi 21 mai ; ils ont été rejoints le lendemain par les 30 ouvriers de l'usine de Gennevilliers.

Leurs revendications : régularisation de la situation des travailleurs étrangers. Chez Margoline, les travailleurs immigrés sont embauchés sans carte de travail, ils ne sont pas déclarés à la Sécurité Sociale, ils n'ont pas de fiche de paye... cela permet au patron de leur imposer des journées de travail de 12h dans des conditions pénibles et sales (manipuler des vieux papiers et des vieux chiffons), sans roulement pour les équipes de nuit, tout cela parce que les travailleurs sont en situation irrégulière (en plus le patron se permet de confisquer les passeports sous prétexte de faire les démarches administratives).

Or la police est parfaitement au courant : quand elle arrête un travailleur sans papiers qui travaille chez Margoline, elle téléphone au patron : si le patron le demande, le travailleur est relâché, mais si le patron désigne le

travailleur comme un ouvrier qui ne courbe pas l'échine, qui "conteste", alors la police se charge de l'expulser.

Margoline a appelé les flics pour briser la grève : mercredi matin, les flics arrivent en tenue de combat, embarquent une trentaine de grévistes, sous prétexte d'atteinte à la liberté du travail. Mais dans la journée, tous les travailleurs sont relâchés : la bourgeoisie a peur des répercussions que ces arrestations peuvent avoir sur les travailleurs de Nanterre et de Gennevilliers.

Le soir Margoline négocie : il accorde des contrats de travail signés par lui, et des améliorations sur les conditions de travail (8h par jour, une paire de bleus tous les 6 mois, des gants pour travailler, promesse d'un vestiaire et de douches, prime de transport de 23 F par mois, une prime de panier). Et la préfecture promet que grâce à une dérogation ministérielle, les travailleurs auront le droit de rester en France et obtiendront des titres de séjours provisoires.

Considérant qu'il s'agissait d'une première victoire, les travailleurs ont repris le travail jeudi matin. Mais tous sont d'accord : la lutte continue :

- pour que la préfecture tienne ses promesses ;
- pour obtenir que l'ANPE signe les contrats de Margoline ;
- pour obtenir des papiers définitifs (carte de travail et de séjour) qui leur donnent les mêmes droits qu'aux ouvriers français.

Cette lutte marque un nouveau pas dans le mouvement de lutte contre la circulaire Fontanet : en effet c'est dans l'usine sur le lieu de leur exploitation que les ouvriers de Margoline sont entrés en lutte. Dans cette lutte a commencé à se réaliser l'unité avec des ouvriers français : les chauffeurs de camion de l'usine ont soutenu la grève.

**SOUTENONS LA LUTTE DES OUVRIERS DE CHEZ MARGOLINE
ENGAGEONS LA LUTTE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET DANS LES USINES.**

dunkerque : le CACF occupe l'ANPE

A Dunkerque 10 travailleurs tunisiens bien qu'ils aient du travail se voient refuser les validations de leur contrat de travail sous prétexte qu'ils sont arrivés avec un passeport touristique et qu'ils ne sont pas qualifiés. Des cas identiques existent à Lille. En coordination avec les CACF de Lille et Roubaix, le CACF de Dunkerque a constitué une délégation pour accompagner les 10 travailleurs à l'ANPE locale qui refuse la régularisation renvoyant les travailleurs au commissariat qui doit délivrer tous les papiers depuis la circulaire Fontanet. Seul le PSU qui pour le Nord a décidé de participer au CACF nous a accompagné.

Le CACF s'est installé dans le hall de l'agence et a popularisé la revendication des travailleurs tunisiens auprès des chômeurs qui étaient là cherchant l'embauche, tout en attendant le directeur de l'agence. Ce dernier prévenu par des fonctionnaires présents, s'était réfugié au commissariat et a téléphoné courageusement qu'il était prêt à recevoir les travailleurs... un par un au commissariat central... ce qui évidemment a été refusé.

Le CACF refuse justement de livrer à la police des travailleurs qui revendiquent pour leur régularisation. En effet dans la lutte il faut éviter de faciliter le fichage par la bourgeoisie des éléments immigrés combattifs, en plus en situation irrégulière. C'est pour cela que le CACF a refusé de donner au directeur de l'agence les noms des travailleurs (dont les dossiers ont simplement été communiqués à un avocat), avant qu'une décision de principe soit prise. C'est pour cela que les RG qui sont venus roder pour repérer des têtes ont été expulsés sans ménagement, et que le départ des travailleurs tunisiens a été soigneusement protégé.

Après avoir pris contact avec l'ANPE de Lille occupée au même moment par le CACF local, le CACF de Dunkerque a terminé l'action en tenant une conférence de presse pour dénoncer la circulaire Fontanet et réclamer la régularisation des travailleurs Tunisiens. Une telle action n'est qu'une étape dans la mobilisation. Il faut aujourd'hui poursuivre et élargir la mobilisation dans toute la classe ouvrière.

correspondant Dunkerque

un allié pour fontanet : ordre nouveau

Comme M. Fontanet, Ordre Nouveau se penche sur le sort des travailleurs immigrés. "La France est devenue la poubelle de l'histoire" affirme son chef le petit Robert. Mais Ordre Nouveau ne baisse pas les bras ; Ordre Nouveau a de grands projets : "nous allons mettre au point les détails d'une campagne nationale sur ce problème. Nous disposerons de grands moyens. Nous organiserons des meetings dans toute la France et couvrirons les murs de centaines de milliers d'affiches". Ordre Nouveau fait aussi des propositions : "fermer les frontières et renvoyer chez eux les étrangers non qualifiés". Tiens, à quelques nuances près... c'est la circulaire Fontanet ! Soyons vigilants contre cette provocation raciste pour la défense de la circulaire Fontanet.

**lisez
diffusez
OCTOBRE**

caen : 5 ouvriers assassinés par le capital vengeance !



ANTONIO DA SILVA, AUGUSTO RODRIGUES, JOAO MARTINS, MANUEL BARROSO, ANTONIO BATA-SAR, 5 ouvriers portugais ont été assassinés sur le chantier du viaduc de Calix à Caen. Assassinés par le Capital : patron de l'entreprise et ministre de l'équipement responsable du chantier.

Ils étaient, tous les 5, ouvriers du bâtiment ; ceux qui paient le plus lourd tribut à la soif de profit du capital : des cadences infernales, des horaires démesurés, exténuants (jusqu'à 60h par semaine - alors que les pompiers dégageaient les corps, le travail continuait de plus belle sur le chantier). Il faut, toujours plus vite ; faire toujours plus de travail dans le même temps. La sécurité ça passe après le profit maximum du patron : voilà pourquoi ils sont morts.

Ils étaient tous les 5 immigrés : portugais. Ce sont eux les premières victimes des accidents mortels, car c'est à eux que sont réservés les travaux les plus dangereux et les plus pénibles. Sur 12 morts sur les chantiers de Caen depuis août 72 : 9 étaient immigrés.

A l'annonce des assassinats, la haine des ouvriers de Caen contre le Capital responsable était grande. Mais les assassins ont trouvé des complices pour tenter d'éteindre la colère des travailleurs.

D'abord le syndicat jaune F.O. qui n'a pas craint d'accuser... les travailleurs eux-mêmes en affirmant que ce qu'il fallait "c'est enseigner aux travailleurs du chantier et des ateliers l'ABC de la prévention, leur expliquer, leur rappeler sans cesse les consignes de sécurité et d'hygiène, leur faire comprendre les méthodes et les gestes qui rendront moins pénibles les travaux quotidiens". Comme si les ouvriers étaient responsables des cadences, principale cause du manque de sécurité.

Mais aussi les syndicats CGT et CFDT qui ne proposent comme solution que l'amélioration des règlements de sécurité, de plus grands pouvoirs pour les commissions d'hygiène et de sécurité ; comme si, depuis qu'ils participent aux C.H.S., ils y avaient déjà mené la lutte contre le capital assassin.

Et la CGT propose... le programme commun. Déjà, avant les élections, c'était la seule perspective opposée aux luttes ; c'est à nouveau la même manœuvre. Avec de tels arguments ils ne cherchaient qu'à détourner la juste colère des ouvriers.

De son côté Front Rouge, dans des tracts et des bombages, a largement dénoncé les véritables responsables, les capitalistes qui imposent les cadences infernales, et les syndicats qui se font leurs complices. Front Rouge a appelé à engager la lutte contre le capital assassin, contre les cadences infernales, le salaire au rendement, les salaires de misère qui obligent à faire des heures supplémentaires et a avancé les mots d'ordre : "Programme commun = Programme bourgeois", "une seule solution : la Révolution".

Malgré tous leurs efforts de démobilité, CGT et CFDT ont été obligés d'organiser un premier meeting le 21 mai, puis un autre le 23 mai, suivi d'une manifestation. Ils voulaient une manifestation silencieuse ; les ouvriers ont crié fort leur haine de classe. De 2 à 300 personnes se sont rassemblées sous les banderoles de Front Rouge et du CACF "Capital assassin, une seule solution la Révolution", "A bas l'impérialisme français", "Vengeance pour les ouvriers assassinés" et "travailleurs français et immigrés une seule classe ouvrière". Et c'est aux cris de "Programme commun = Programme bourgeois" qu'ils ont accueilli le discours démobilisateur de la CGT.

correspondant Caen

après le 1er mai révolutionnaire en Espagne:

LIBERTÉ POUR LES ANTIFASCISTES MENACÉS DE MORT !

Le 1er mai 1973, le peuple espagnol a remporté une grande victoire révolutionnaire. Victoire parce que les manifestations ont été massives : 10.000 à Valence, 10.000 à Madrid, plusieurs milliers à Barcelone, 1000 à Saragosse... Elles ont été précédées de la distribution de centaines de milliers de tracts de multitudes de prises de parole, d'interventions. Victoire aussi parce que les manifestants ont riposté par la violence révolutionnaire de masse au quadrillage et aux charges des policiers en armes. Des groupes d'auto-défense armés attaquaient des objectifs désignés et protégeaient les manifestants en harcelant les flics. Plusieurs officines de l'impérialisme US et de la dictature franquiste ont été attaquées et endommagées, un flic fasciste a été exécuté par les manifestants à Madrid. Cette nouvelle a été accueillie avec joie dans toute l'Espagne, la joie de venger les dizaines d'ouvriers et d'étudiants assassinés en toute impunité depuis des années par les flics fascistes. C'est une grande victoire pour le Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (F.R.A.P.) et les organisations qui le composent, comme le Parti Communiste d'Espagne (marxiste léniniste) (P.C.E.M.L.) qui avaient organisé ces manifestations.

UNE RIPOSTE AU RENFORCEMENT DE L'EXPLOITATION ET DE LA REPRESSION DU PEUPLE ESPAGNOL PAR LA CLIQUE YANKEE FASCISTE

Depuis longtemps l'impérialisme US a pris en Espagne la relève des nazis hitlériens ; il a transformé l'Espagne en une véritable néo-colonie. C'est d'abord une véritable place d'armes US aux portes de l'Europe et de la méditerranée : plus de 30.000 soldats yankees et plus de 30 bases US sur l'ensemble du territoire. Quant à l'économie espagnole, elle est largement contrôlée par l'impérialisme US, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales suisses ou allemandes. Ceci est particulièrement flagrant dans le secteur automobile, avec l'installation de Ford, et dans la sidérurgie avec l'extension des activités de l'US Steel Corporation

Pour offrir à l'impérialisme US ces fabuleux profits la clique franquiste impose au peuple espagnol des conditions de vie et de travail de plus en plus dures : émigration, chômage, hausse des prix (12 % en 1972), un salaire minimum garanti à 186 pesetas alors que d'après le FRAP il en faudrait au moins 400 pour vivre.

Contre cette exploitation accrue s'est développé particulièrement cette année une importante vague de grèves : 5 millions d'heures de grève du 1er janvier au 1er mai. La dernière en date est celle des ouvriers du bâtiment de Besos pour une augmentation de salaire mensuel de 4.000 pesetas, et une réduction de la semaine de travail à 40 h au lieu de 56. Au cours de cette lutte un ouvrier gréviste a été assassiné par les flics fascistes méthode courante de la dictature franquiste.

UNE ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE AUX ILLUSIONS RÉVISIONNISTES

Le prolétariat espagnol ne lutte pas uniquement pour de meilleures conditions de vie et de travail. Des couches de plus en plus larges de la population sont décidées à poursuivre le combat jusqu'à la chute du régime yankee franquiste, jusqu'à la Révolution. C'est là qu'ils se heurtent aux propositions

des révisionnistes espagnols. Le Parti « Communiste » espagnol qui avait mené un combat héroïque pendant la guerre d'Espagne conservait encore une grande influence dans les masses. Mais sa direction a été usurpée par la bande Ibaruri-Carillo qui a entraîné le parti sur la voie de l'économisme, du légalisme, du révisionnisme. Le fond de cette ligne de trahison, c'est le « pacte pour la liberté » : il exclut tout renversement violent du régime fasciste et prône au contraire l'alliance avec la soi-disant « opposition » créée au sein même du régime par la clique fasciste pour duper les masses. Belle « opposition », dont un des membres, le général Duez Alegria chef d'état major,

est une menace permanente contre les peuples méditerranéens, les peuples arabes, mais aussi ceux d'Europe occidentale. L'ancien secrétaire d'Etat US William Rogers, disait récemment : « la situation géographique de l'Espagne et sa gentillesse ont permis d'employer son territoire pour l'installation des bases militaires et navales qui constituent une contribution d'une valeur considérable pour la défense globale occidentale ». Une menace à peine voilée contre ceux qui en France préparent la Révolution. Rien d'étonnant dans ces conditions, à ce qu'une collusion étroite se soit instaurée entre Pompidou et Franco. La police française surveille étroitement les révolution-

VANGUARDIA OBRERA

ORGANO DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA (MARXISTA-LÉNINISTA)

AÑO VIII N° 70 MADRID - Diciembre 1972 - 18 PTAS



Fac-similé de l'organe central du PCEML

vient de réclamer l'extermination des révolutionnaires. Il est vrai que les « commissions ouvrières », contrôlées par le P"CE ont elles aussi condamné les manifestations du 1er mai et l'exécution du flic fasciste.

LE PCEML A LA TÊTE DU PEUPLE ESPAGNOL

Depuis 8 ans ; le PCEml combat le révisionnisme. Il a élaboré une juste ligne marxiste léniniste, une ligne qui tient compte des conditions particulières de l'Espagne, une ligne sur laquelle le Parti a su largement mobilisé les masses. La victoire du 1er mai est la victoire de cette ligne politique.

— Lutter contre la domination yankee sur l'Espagne et tout d'abord dénoncer cette domination aux yeux des masses, pour qui elle n'est pas immédiatement visible.

— Lutter contre la dictature fasciste quelle que soit ses formes, et particulièrement la tentative de rétablissement du roi-pantin Juan Carlos, une simple manœuvre pour tenter de perpétuer le régime fasciste.

Pour remplir ces tâches il fallait rassembler un vaste front uni de tous les anti-fascistes et anti-yankees. C'est pourquoi le PCEml a impulsé la création du FRAP.

UNE AIDE PRÉCIEUSE POUR LE PROLÉTARIAT DE FRANCE

Les victoires remportées par nos camarades du PCEml dans les conditions particulièrement dures de la dictature fasciste sont un grand encouragement pour les marxistes léninistes d'Europe occidentale.

C'est aussi pour nous une aide précieuse. La présence US en Espagne

naires espagnols exilés en France ; plusieurs fois déjà elle en a livré aux flics fascistes de Franco. Or ces jours derniers le colonel Blanco, chef de la BPS (la police politique) était à Paris. Il y a gros à parier qu'il a mis au point avec ses collègues français, les mesures à prendre en cas de mobilisation en France pour soutenir les patriotes espagnols emprisonnés à la suite du 1er mai. D'autant plus que les ouvriers immigrés espagnols sont nombreux en France, et participent activement aux luttes du prolétariat de France. A Paris pour le 1er mai, le PCEml défilait à nos côtés place des Fêtes.

Les fascistes espagnols se souviennent que lors du procès de Burgos, ils avaient dû reculer devant la mobilisation populaire en Espagne comme à l'étranger. Depuis Burgos, le peuple espagnol a franchi un grand pas dans sa lutte contre le fascisme : de larges couches en son sein suivent l'avant-garde marxiste-léniniste. Ce sont eux qui risquent leur vie aujourd'hui dans les prisons fascistes. D'autant plus que le fascisme aujourd'hui se sent menacé et durcit sa position. Il menace de mort des dizaines de militants arrêtés depuis le 1er mai et laisse les commandos fascistes du « Christ Roi » investir les prisons pour lapider ces militants.

Nous appelons donc tous les révolutionnaires, tous les anti-fascistes de France à se tenir prêts, à prendre toute initiative et à répondre aux mots d'ordres centraux de mobilisation.

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS DU 1er MAI.
A BAS LA DICTATURE YANKEE FRANQUISTE.
VIVE LE FRAP
VIVE LE PCEml.

s'inspirant du programme commun pompidou reconnaît thieu

Il y a 4 mois, lors de la signature des accords de Paris, Pompidou se plaisait à souligner la « neutralité » de la France dans le conflit vietnamien. Drôle de neutralité, en réalité, qui conduisait la France à ne rien dire devant les crimes les plus barbares, ceux de l'aviation US bombardant Hanoi en décembre 72. Comme ceux du fantoche Thieu liquidant sauvagement les prisonniers politiques dans ses bagnes.

Il y a 3 mois, Schumann signait au nom de l'impérialisme français l'Acte de la Conférence Internationale sur le Vietnam. Par cette signature, il approuvait solennellement l'Accord de Paris de janvier 73, accord qui, entre autres, reconnaît l'existence du GRP. Et pourtant Pompidou vient de renouer des relations diplomatiques... avec le régime fantoche du fasciste Thieu, et continue à ignorer le GRP.

Il est vrai que depuis la nouvelle politique étrangère de l'impérialisme français de rapprochement avec l'impérialisme US s'est affirmée, sanctionnée par les élections de mars, et l'élimination de l'équipe au pouvoir de Schuman et Debré, les plus chauds partisans de la politique gaulliste de soi-disant indépendance nationale. Il est vrai aussi qu'à quelques jours des discussions Nixon-Pompidou en Islande, et à quelques mois du Nixon Round, quelques concessions faciliteront les négociations. En effet la reconnaissance de Thieu par la France ne peut que favoriser le plan US de maintenir à Saïgon coûte que coûte son homme de main Thieu.

A propos de cette reconnaissance, certains ne manquent pas de culot. Ce sont les révisionnistes du P"CF : ils critiquent le gouvernement français de ne reconnaître ni le GRP ni le GRUNC. Pourquoi donc ne critiquent-ils pas leur grande amie l'URSS qui persiste toujours dans son refus à reconnaître le GRUNC et qui maintient une ambassade chez les fantoches de Phnom Penh ? Pendant qu'ils y sont il leur faudrait aussi critiquer leur propre programme commun qui publie p. 182 une liste de pays que reconnaîtrait le gouvernement d'Union de la Gauche ; et dans cette liste, on chercherait en vain le GRP... !

Comme l'écrit le Nham Dan, la politique du gouvernement français « ne sert pas la consolidation ni le développement des relations amicales entre le vietnam et la France », cette politique aurait aussi été celle du P"CF s'ils avaient été ministres.

Quant à la politique des marxistes léninistes elle est claire et sans ambiguïté : c'est d'exiger :

RECONNAISSANCE DU GRP. RECONNAISSANCE DU GRUNC.

lyon agression sioniste contre les C.I.P.

Mardi 22 mai, un commando d'une soixantaine d'individus armés a pénétré en force à l'intérieur du lycée Chaptal de Lyon pour tenter d'empêcher la tenue d'une manifestation de soutien en faveur du peuple palestinien, organisée par le C.I.P. avec expositions photos montage et débats.

Pour les sionistes, le développement national et local du mouvement de solidarité anti-impérialiste organisé par les C.I.P. et qui se manifeste principalement actuellement en faveur du peuple palestinien est intolérable.

— Ils ont bénéficié pour combattre le C.I.P. de l'appui de leurs alliés naturels, les fascistes organisés dans l'Action Française ou dans les SAC. Un nervi des SAC dirigeait les opérations, une dizaine de fascistes de 30 à 40 ans, épaulaient solidement les sionistes.

— Ils ont préparé leur coup de longue date : depuis quelques jours sur les murs du lycée et du quartier alentour, les inscriptions du C.I.P. avaient été recouvertes et dénaturées par l'Action Française ou recouvertes par des affichettes sionistes « Israël vivra », des provocations avaient précédé l'attaque du commando. La journée Palestine prévue par le C.I.P. avait été repoussée à 3 reprises, à cause de la mauvaise volonté évidente du proviseur révisionniste qui prétextait l'absence de salle. A 3 reprises des bagarres et des provocations avaient déjà eu lieu.

— Ils ont décidé de frapper fort : ils étaient 60, leurs voitures étaient bourrées de matériel. L'un d'eux n'a pas hésité à sortir son 6,35 contre un camarade.

Les camarades ont organisé la riposte et dès le lendemain, ils ont par tracts et par panneaux expliqué l'objet des C.I.P. le but des sionistes : briser par la violence la solidarité avec le peuple palestinien.

Contre le proviseur révisionniste qui tentait de faire croire que c'était les camarades des C.I.P. qui étaient les provocateurs et les responsables de l'agression sioniste-fasciste, la nature réelle du sionisme est apparue clairement à une large frange de lycéens : une idéologie fasciste qui n'hésite pas à recourir à la violence fasciste et qui bénéficie de l'alliance spontanée de groupes fascistes organisés.

La terreur sioniste celle qui assassine les fedayins, les dirigeants de la Résistance, celle qui a tué notre camarade MAHMOUD HAMCHARI commence à se diriger maintenant contre les anti-impérialistes conséquents des C.I.P. Plus que jamais, dénonçons les crimes du sionisme contre le peuple palestinien, amplifions notre action de soutien à la Résistance Palestinienne, multiplions les C.I.P.

Correspondant Lyon

paris la ligue trotskiste contre l'O.L.P.

Au cours d'un meeting de soutien à la Révolution Palestinienne organisé dans une faculté parisienne, les trotskistes sont une fois de plus apparus comme des ennemis du peuple palestinien. Un trotskiste de la Ligue s'en est pris à un camarade des CIP présent au meeting en accusant les CIP d'avoir « saboté » l'unité d'action pour la manif du 19 mai, manifestation unitaire organisée par plusieurs organisations dont FR et les CIP, en imposant le mot d'ordre de

« vive la Palestine démocratique, laïque et indépendante ». Ce à quoi le camarade des CIP a répondu « qu'ils étaient fiers de se voir reprocher par la Ligue de soutenir ce juste mot d'ordre, mot d'ordre central de l'OLP, seul représentant légal et légitime du peuple palestinien ». Cette réponse fut chaleureusement applaudie ainsi que celle du camarade du GUPS qui lui aussi remit à leur place les donneurs de leçon trotskistes.

Le secrétariat des C.I.P. répondant à l'appel du Croissant Rouge Palestinien demande :
— de porter les médicaments et la nourriture pour enfants collectés pour la Révolution Palestinienne
chez Mme Dolle
72, rue Miromesnil
75008 PARIS
— et d'adresser les fonds à J. ARCHIMBAUD
CCP 21 48 08 Dijon
avec la mention "Liban 73"

demande de contact
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Profession _____
envoyez cette demande à : **Front Rouge**
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous
Front rouge CCP 31 191 14 La Source

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	60 F

abonnement: 3 mois: 5 f